

Compte-rendu d'un documentaire écrit et réalisé par Alain PIROT et Coraline SALVOCH – Entretiens et commentaires : Caroline ROUX – Rédacteur en chef : Stéphane GILLON. Emission C dans l'Air diffusée le 10/12/2019 sur France 5.

En France, trop de dépenses, trop de déficits, trop d'endettement : 5% du PIB en 1976 - 20% en 1980 - 30% en 1986 - 58,1% en 1997 - 58,3% en 2001 – 83% en 2009 – 90,6% en 2012 – 99,5% du PIB en juin 2019 soit 2375,4 Md€ et 38 Md€ d'intérêts en 2019.

Gérald DARMANIN : « Le déficit de l'Etat va s'établir à 93 Md€ ... ».

Bruno LE MAIRE : « Nous avons un niveau de dette qui a augmenté de 30 points au cours de ces dernières années. Nous restons déterminés à stabiliser la dette publique française et à la faire baisser au cours du quinquennat ».

→ Un refrain politique depuis 40 ans comme une fatalité.

J. CHIRAC en 2008 : « Notre dette est tout-à-fait excessive ».

R. BARRE : « On vit au dessus de ses moyens ».

N. SARKOZI : « Trop d'endettement, trop de déficits, trop de dépenses ».

F. HOLLANDE : « J'ai hérité d'un pays qui avait 40 de fièvre ».

F. FILLON : « Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite ».

D. STRAUSS-KAHN : « Avec un tel déficit, la dette augmente et les traites sur l'avenir augmentent sur nos enfants ».

→ Quand la moitié de la dette est détenue par les Etrangers.

G. DARMANIN : « Quand plus de la moitié de nos prêteurs sont des banquiers étrangers et qu'on doit leur faire la cour, on est dans le subi des marchés ».

Pour assurer ses fins de mois, l'Etat emprunte tous les mois 200 Md€

→ Sur la planète Finance, il n'a jamais été aussi facile de s'endetter.

N. BOUZOU : « Le grand signal envoyé aujourd'hui est endettez-vous ».

E. BALLADUR : « La dette, c'est la facilité ».

Ph. DESSERTINE : « Cette dette est-elle contrôlée ? Et à quoi sert-elle ? ».

E. WOERTH : « Il y a toujours quelqu'un qui paie. On reporte à plus tard les efforts que nous devons engager. L'égoïsme générationnel existe toujours ».

N. BOUZOU : « La dette est mauvaise mais elle permet de financer des choses utiles. Et elle peut-être essentielle à l'avenir du monde ».

J-C TRICHET : « Ne croyez pas ceux qui vous disent que tout va bien ».

Ph. DESSERTINE : « Le Politique sait qu'en France ramener les finances à l'équilibre n'est pas politiquement payant ».

→ **Et si cette dette publique était en train d'empoisonner le quotidien des Français** : Fermetures de services publics, ras-le-bol fiscal Un an après la crise des Gilets Jaunes, la France a-t-elle encore les moyens de ses ambitions ? Peut-elle répondre à la colère des Français ?

N. GOULET : « La dette a des effets concrets sur la vie des Français ». Cf. la ville de DIE dans la Drôme (4500 habitants – 96 naissances) avec la fermeture de la plus petite maternité de France.

1200 maternités disparues ces dernières années (ex. PRIVAS).

Moins de maternités, moins de naissances, plus de retraités, moins de politique d'aménagement du territoire.

→ Depuis la crise de 2008, des restrictions budgétaires et une fiscalité qui a beaucoup augmenté. **Plus d'impôts et moins de services rendus, où va l'argent ?**

D. MIGAUD : « Face à un problème, la réponse apportée c'est souvent une loi nouvelle, des crédits supplémentaires : 17 Md€ avec les Gilets Jaunes. Il faut parallèlement se poser les bonnes questions sur l'organisation, le fonctionnement, la répartition des moyens. On peut arroser le sable et augmenter un budget sans résultat effectif. Les crédits disponibles sont-ils déjà utilisés avec le maximum d'efficacité ? ».

Chacun ne peut avoir le service public à sa porte. Avec un niveau de dépenses publiques à 56% du PIB, nous dépensons le plus par rapport à la richesse produite. Mais nous sommes rarement sur le podium quand il s'agit d'évaluer les résultats des politiques publiques.

La dette c'est moins d'écoles, moins de crèches, moins d'hôpitaux. La réponse à un besoin peut être faite hors budget. Tout n'est pas qu'une question de moyens.

André VIOLA, président du Conseil Départemental de l'Aude : 11% de taux de chômage – 61% du budget consacrés aux aides sociales. Sur 225 millions d'€ d'allocations sociales, 97 millions d'€ pour le RSA. « Il y a des dépenses à faire même si ça creuse le déficit ».

En France, les prestations sociales représentent 58% des dépenses publiques, le taux le plus élevé en Europe : 1291 Md€ en 2017.

F. ECALLE : « Certains choix de l'Etat peuvent surprendre : ex. l'abandon des petites lignes SNCF. Mais à St DIE (Vosges) suite à une visite d'E. MACRON, la voie ferrée a été sauvée. Et si les dépenses publiques sont réduites, on fait des mécontents. En France, on est habitué à recevoir si bien qu'on ne sait plus très bien combien ça coûte ».

M. PLANE : « Il n'y a pas de trésor caché. Il y a juste des choix à faire ».

Ph. DESSERTINE : « Notre système est sous perfusion ».

→ **Coupées des métropoles, l'attractivité des villes de province diminuée.**

F. ECALLE : « Pour acheter la paix sociale, il n'y a pas de stratégie. Si les petites lignes SNCF sont rénovées, ça va repartir ; mais c'est un rêve car des exemples illustrent le manque d'effet sur le trafic. De mauvais investissements ont été réalisés au niveau TGV et LGV uniquement pour raccourcir le temps de parcours de 30 minutes. L'Etat n'évalue pas ses investissements. La Cour des Comptes

souligne sans arrêt le manque de stratégie et de rigueur de l'Etat en matière de dépenses publiques ».

Ph. DESSERTINE : « La plupart du temps, nous sommes dans un mode de fonctionnement clientéliste ».

→ **Des dépenses publiques chiffrées en Md€** comme le projet [HEATER](#) à Cadarache pour tenter de reproduire l'énergie solaire.

B. BIGOT : « Il s'agit de préparer le futur. C'est le rôle régalien de l'Etat de prendre des décisions qui impactent le fonctionnement de la société sur le très long terme ».

N. BOUZOU : « HEATER est un investissement public à faire ».

HEATER coûte cher : 20 Md€, 3 fois le montant initial. Et la France y contribue pour 2 Md€. Si le réacteur fonctionne, il ne fournira pas d'électricité avant 2060.

Ph. DESSERTINE : « Nous sommes dans un changement technologique et d'époque, dans une période où l'investissement est absolument capital. Tout est à réinventer ».

B. BIGOT : « Avec une population mondiale de 8 milliards d'habitants, notre avenir énergétique n'est pas assuré. On n'a pas su anticiper. On aurait pu gagner 10 ans ».

M. PLANE : « Il faut cibler les investissements et ne pas avoir peur de s'endetter car, à terme, ça va dégager une rentabilité économique, une croissance sociale et écologique plus sobre en carbone ».

N. BOUZOU : « L'Etat a du mal à identifier les bons projets rentables à long terme : Il y a beaucoup de jeux de pouvoirs, de complexité et de frictions ».

→ **Comment imaginer le futur quand l'urgence guide le calendrier politique ?**

La colère jaune de 2018 a eu raison des ambitions d'Emmanuel MACRON : 40 années de malaises qui surgissent et qui aboutissent à distribuer 18 Md€ de mesures d'urgence.

G. DARMANIN : « Plus on est endetté, plus la situation économique est compliquée, plus la situation sociale est dure et moins de marge pour réformer ».

→ **Les marges de manœuvre sont d'autant plus faibles que l'urgence est permanente** : cf. Les rallonges budgétaires pour les agriculteurs.

E. WOERTH : « Le Politique s'inscrit dans le court terme car sa vie politique est à court terme. La durée moyenne d'un ministre de la Vème République est de quelques années au mieux ».

N. GOULET : « Un agriculteur se suicide par jour. Les agriculteurs sont dans le quotidien, confrontés au CETA et au MERCOSUR avec des animaux difficiles à vendre et des retraites à 600€ mois : difficile de penser à long terme dans ces conditions ».

E. BALLADUR : « Si le court terme a pris le pas sur le long terme, c'est peut-être parce qu'on n'a plus tout-à-fait les moyens d'assurer le long terme : On est trop endetté. Tout est lié ».

→ **La France a-t-elle encore les moyens de ses ambitions ?**

G. DARMANIN : « Quand on veut faire du budget pur et dur, on fait des erreurs politiques bêtes : cf. La taxe sur le diesel qui est une bonne idée pour le climat mais c'est une idée macro-économique. Le pouvoir est quelque chose de compliqué. La dette d'aujourd'hui, c'est de l'impôt différé ».

M. SAPIN : « Voter des budgets en déficit, c'est une facilité ».

E. WOERTH : « C'est de l'égoïsme générationnel ».

E. BALLADUR : « C'est un manque de courage politique ».

→ **Pourquoi n'arrive t'on pas à voter des budgets à l'équilibre depuis 1974 ?**

On a fait le choix du déficit, de la dette comme d'autres pays, comme les USA sauf l'Allemagne. Si nous avons beaucoup d'impôts et de dettes, c'est parce que nous avons beaucoup de dépenses : Sur 100€ de dépenses, nous avons 55€ de dépenses sociales dont 50% servent à payer les retraites, le système de santé (200 Md€ pour la S.Soc) et les allocations familiales. Le financement du système social est très important.

→ **Les Français ont l'impression de ne pas en avoir assez pour leurs impôts.**

La sagesse populaire : « Quand on s'ausculte, on s'inquiète. Quand on se compare, on se rassure ».

Le système de redistribution sociale fonctionne bien. Mais seulement 45% de la population paie l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) et 70% de l'IRPP est payé par 10% des Français. On a accepté l'idée de surtaxer les plus riches pour redistribuer : hôpital gratuit – école gratuite Les Français ont un sujet avec l'impôt car c'est une passion égalitaire française : un bon impôt, c'est celui payé par mon voisin.

→ **Pourquoi ne réforme t'on pas l'Etat ?**

En début de quinquennat était prévu le départ de 120.000 fonctionnaires pour réformer l'appareil d'Etat et retrouver des marges de manœuvre. Pourquoi n'est-ce fait pas ? Parce que c'est dur à le dire à son administration et il y a un contrat moral avec le statut de fonctionnaire. L'Etat est un gros paquebot qui nécessite du temps et du courage pour le réformer. De plus, quand il y a une tempête sociale comme avec les Gilets Jaunes, il faut savoir écouter. Les crises sociales se succèdent depuis 40 ans.

200 Md€ sont empruntés chaque année sur les marchés financiers. Emprunter est un problème quand le niveau d'endettement est trop élevé. C'est une perte de souveraineté avec plus de 50% de prêteurs étrangers : Je subis les marchés financiers et je joue contre la population notamment les générations à venir.

A.REQUIN dirige les traders de la République française : « -0,573% en taux moyen d'intérêt des lots ce jour. Les investisseurs acceptent de placer à taux négatif pour mettre en sécurité leurs billets. C'est comme s'ils payaient des frais de location de coffre fort ».

N. BOUZOU : « C'est un grand signal financier envoyé aux agents économiques : Endettez-vous ».

Ph. DESSERTINE : « L'histoire des taux négatifs sera racontée à nos petits-enfants et les fera pleurer de rire car c'est une absurdité économique et financière : Plus vous vous endettez, plus vous recevez d'argent. Nous sommes dans un système où nous créons de la monnaie sans richesse en face ».

M. PLANE : « On ne s'est jamais endetté à si bas coût. Il faut en profiter pour des investissements importants. L'argent est si facile à trouver pour l'Etat français que l'on en oublierait que la machine peut se gripper à tout moment ».

La dette du pays le plus endetté au monde, les USA : 3200 Md\$ en 1990 – 5807 Md\$ en 2000 – 10.000 Md\$ en 2008 – 23.000 Md\$ en 2019.

G. UGEUX prédit une catastrophe à venir. La crise financière de 2008 est survenue suite à une perte de confiance des investisseurs face au surendettement américain.

→ La planète financière a-t-elle retenue la leçon ?

G. UGEUX : « Toutes les conditions sont réunies pour un crash financier car le monde est surendetté. En cas de crise de crédit, les actions baissent. Le marché a toujours une certaine robustesse car les actions sont alors moins chères. Mais la planète financière est devenue extraordinairement fragile car reposant sur la dette et non sur les investissements des entreprises, ni les créations d'emplois, ni les créations de revenus pour les populations. La crise de confiance de la Finance est affectée par le manque de confiance dans le système. La crise de confiance est en elle-même la fragilité ».

→ **Quelle dette sera le détonateur qui ruinera la confiance des investisseurs ?** Celle des grandes entreprises mondiales (19.000 Md\$), celle des ménages américains (15.600 Md\$) ou celle de l'Italie (2400 Md\$) ?

Ph. DESSERTINE : « Dans une situation déséquilibrée comme maintenant, l'étincelle viendra où ce n'était pas prévu. La France est un Etat vulnérable du fait de sa dette et du déséquilibre de ses finances publiques. Comme avec les subprimes, ce sont ceux qui détiennent la dette qui seront la fragilité du système. La France a non seulement trop de dettes mais elle a fragilisé l'ensemble de son système financier. Sa fragilité commencera par son système bancaire ou d'assurance qui détient la majeure partie de la dette française. Le Politique dira peut-être que les Financiers ont fait n'importe quoi ou le capitalisme a créé quelque chose d'absolument détestable ? C'est la manière dont est géré l'Etat qui amène ça ».

G. UGEUX : « Il y a plusieurs foyers dans lesquels on sent que le coût politique de devoir prendre un ensemble de mesures correctrices est trop élevé. Et donc, les gouvernements continuent à vivre à la petite semaine, mais ça ne peut pas bien se terminer. La France est en délit avec +2300 Md€ d'endettement soit 100% du PIB. C'est beaucoup trop. Mais surtout, il n'y a aucun signe donné en France de mesure pour essayer de diminuer l'endettement. Les Politiques connaissent la situation dans laquelle on est. Mais le problème, c'est le courage. L'exemple le plus frappant, c'est les 10 Md€ donnés rapidement par E. MACRON en espérant que les Gilets Jaunes ne vont pas se retrouver dans la rue. 10 Md€ c'est beaucoup d'argent dépensé à des choses inutiles. Jamais n'est rappelé que la dépense devra être empruntée. La réponse aux exigences a été d'emprunter ».

→ **Qui croire ?** Ceux qui annoncent des lendemains qui déchantent ou ceux qui disent que c'est le bon moment pour s'endetter, d'investir à coup d'emprunts à des taux historiquement bas car les conseillers existent qui ont beaucoup d'influence ?

O. BLANCHARD, ancien du FMI, a conseillé pendant 30 ans JOSPIN, MACRON, SARKOZY, HOLLANDE, STRAUSS-KAHN, LAGARDE. Il ne croit pas à une nouvelle crise mondiale. « Pour des projets valables d'investissements publics (croissance verte, éducation ...), la dette est utile surtout à des taux très bas. Actuellement, on peut le faire à des taux proches de 0 voire négatifs. Ce serait une erreur de ne pas le faire car il faut réduire la dette. Bien que mauvaise, la dette permet de financer des choses qui sont excessivement utiles, peut-être même essentielles à l'avenir du monde ».

J-C TRICHET : « Ceux qui ont prédit une crise avant 2008 ont eu raison car c'était bien une crise du surendettement. Va-t-on devant une nouvelle crise ? En prenant l'indicateur d'endettement total public et privé en proportion du PIB de la planète entière, nous serions dans une situation plus vulnérable que celle vécue en 2008. Ce qui compte, c'est donner confiance aux prêteurs. C'est vrai pour les Etats comme pour les ménages. Si l'endettement ne cesse d'augmenter et si les déficits ne sont pas soutenables, même si tout va bien, demain ou après-demain quand il y aura une vraie difficulté financière mondiale, alors vous serez dans la plus grande difficulté. Cette situation a été vécue avec l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Irlande, le Portugal : 5 pays européens qui se sont retrouvés sans financement car les épargnants n'avaient plus confiance dans leurs capacités de rembourser. Cette crise a évidemment été surmontée mais, pour les pays concernés, ce fut une leçon terrible. Ne croyait pas ceux qui vous disent tout ira toujours bien. Il faut être très attentif à sa propre situation.

→ **D'où peut venir le grain de sable ?**

J-C TRICHET : « Il y a l'explosif et le détonateur. L'explosif, c'est la situation d'ensemble de l'économie mondiale avec le surendettement constaté et qui continue d'augmenter. Parmi les détonateurs possibles, il y a des pays émergents plus vulnérables que d'autres ».

→ **La France est-elle un pays vulnérable aujourd'hui ?**

J-C TRICHET : « La France est beaucoup moins vulnérable que certains pays de la zone Euro (Italie) mais les choses bougent sans arrêt. Des pays fortement surendettés font ce qu'il faut pour réduire leur endettement. Des observateurs et la Cour des Comptes pensent que la France ne fait pas assez. La crise politico-sociale des Gilets Jaunes a eu des conséquences ».

→ **La France est trop endettée. Elle a trop de déficits.** Elle gère les crises avec de la dette mais elle a un modèle social dont elle est fière.

J-C TRICHET : « En proportion du PIB, la France est le pays le plus dépensier pour le modèle social mais les gens ne le savent pas. On ne parle que de l'endettement et du déficit annuel mais pas des dépenses publiques par rapport au PIB. Le message des Français c'est « plus de dépenses publiques d'un côté et moins d'impôts de l'autre ». L'alliance des 2 donne un résultat explosif. Tout le monde pense qu'il y a une corne d'abondance capable de donner des pensions ici et là et partout en France. Si elle n'est pas en faillite, la France se vulnérabilise de plus en plus par rapport aux autres pays avec lesquels nous sommes en compétition. L'austérité, c'est revenir à 0 quand vous êtes à -15. C'est très dur pour les gens, pour l'ensemble des concitoyens qui devraient diriger leurs colères sur les gestionnaires précédents. Il faut donc être très vigilant ».

→ A quoi ressemble un pays accablé par sa dette publique ? Un pays en ruine ?

Depuis 9 ans, la Grèce est devenue le labo mondial de l'austérité et les résultats sont effrayants : une grande dépression avec la fermeture de 300.000 PME en moins de 10 ans – Toute l'économie qui tourne au ralenti – Des ménages (salariés et retraités) qui ont perdu 1/3 de leurs revenus. Le salaire minimum a été amputé de 25% et les retraites de 40%.

Un ajustement budgétaire trop violent, avec des augmentations d'impôts et des réductions des dépenses publiques, n'est pas sans conséquence sur les revenus des ménages (pouvoir d'achat) et des entreprises (compétitivité) : C'est moins de consommation, moins d'investissements, moins de recettes publiques. Les remèdes n'ont pas soigné la Grèce. Ils l'ont assommée.

→ La Grèce pourra t'elle se relever ?

La santé est l'un des secteurs qui a été des plus impactés : pénurie de médicaments – augmentation du nombre de pharmacies solidaires. L'austérité aurait fait grimper la mortalité nationale de près de 20%. Les dépressions ont été multipliées par 4 et les suicides par 2. L'économie a été étouffée et la dette publique est néanmoins restée à des niveaux record.

Il y a 6 ans, le FMI a reconnu avoir sous-estimé l'impact des mesures d'austérité et avoir plongé la Grèce dans une crise encore plus grave : Endettement à 146,25% du PIB en 2010 – 172,10% en 2011 – 159,57% en 2012 – 184,75% en 2018 – 178,54% en 2019.

O. BLANCHARD : « Une forte consolidation budgétaire entraîne une énorme récession économique, très coûteuse humainement et une diminution limitée de la dette. Manifestement, il aurait été préférable d'aller moins vite et avoir une diminution de la dette plus lente. Si les Européens avaient pu prêter davantage, les Grecs auraient pu aller moins vite ».

Ph. DESSERTINE : « Si on efface la dette, qui prend la perte ? Avec un tel traumatisme, vous avez une perte de confiance pendant très longtemps. Elle dépasse les générations. Et pour la restaurer, ce sera très très long ».

23.000 Md\$ de dettes aux USA ont laissé des traces dans le quotidien des Américains : Abandons d'infrastructures au péril parfois de la population – 70.000 ponts menaceraient de s'écrouler et les déraillements de trains sont fréquents.

G. UGEUX : « Je suis sidéré de voir que depuis 20 ans, ponts, autoroutes et chemins de fer ne sont plus entretenus. Ce qui n'est pas urgent n'est plus fait et on vit de plus en plus dans l'urgence. A force de reporter les réparations et investissements, des canalisations en plomb empoisonnent l'eau potable d'où la distribution d'eau en bouteille comme à New Jersey. De l'argent est gaspillé sur de nombreux projets ».

→ L'endettement américain provient essentiellement des baisses d'impôts consenties aux entreprises et aux plus riches que D. TRUMP n'a fait qu'accélérer.

G. UGEUX : « On doit créer une tranche d'impôt supplémentaire sur les plus grosses fortunes et augmenter les impôts des entreprises. Les plus grandes entreprises ne paient pas d'impôts. Tout le monde en parle. Tout le monde le sait. On doit prendre ces mesures là. Le problème majeur c'est que le Politique n'a plus le courage, ni les moyens de prendre les mesures qu'il doit prendre car il est

fondamentalement piloté par les entreprises. 50% des impôts proviennent de la TVA donc des consommateurs. Au contraire d'un particulier, 1\$ de plus sur un paquet de cigarettes ne lui signifie rien. Les entreprises ne représentent que 10% des recettes de l'Etat alors qu'elles profitent largement des infrastructures. Si vous n'avez pas les recettes adéquates, vous empruntez et vous augmentez la boule de neige qui finira par exploser ».

→ **Les cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et citoyens aisés ont été dénoncés par Joseph STIGLITZ**, prix Nobel d'économie en 2001.

G. UGEUX : « 23.000 Md\$ de dettes aux USA, c'est de l'argent dilapidé. Une partie s'est évaporée dans des guerres très coûteuses (IRAK, AFGHANISTAN) ; une autre partie pour financer les réductions d'impôts et des taxes pour les entreprises et les milliardaires. En 2019, le déficit budgétaire avoisinera les 1000 Md\$ alors que le pays n'est pas en guerre mais en paix. Une partie de cette dette a néanmoins permis de combattre la grande récession. Il n'y a aucune thèse pour appuyer que la baisse d'impôts créera de la croissance pour demain et que ça profitera à tout le monde. En réalité, c'est un échec aux US comme en France. Ce ruissellement économique ne marche pas. Il ne crée pas de la croissance. La seule chose qui augmente, ce sont les inégalités. Nous avons beaucoup de failles dans le système fiscal américain : Les plus riches paient en proportion moins d'impôts ».

→ **Si la Politique est focalisée sur la dette et le déficit, alors vous pouvez détruire votre économie ?**

G. UGEUX : « Après la crise de 2008, des contreparties n'ont pas été demandées suffisamment au système financier et aux banques. Il fallait sauver le système financier pour les épargnants afin qu'ils ne perdent pas toutes leurs économies. Les entreprises sont dépendantes du crédit et les banques devaient avoir une source de crédits. Mais nous n'avions pas besoin de renflouer les actionnaires des banques, ni les donneurs d'ordre des banques, ni les banquiers, mais on l'a fait. Pourquoi l'a-t-on fait ? Les banquiers ont une énorme influence sur la Politique dans la plupart des pays et peut-être plus encore aux USA. Le secrétaire du Trésor des Etats-Unis vient de GOLDMAN SACHS. Les capitalistes ont un retour sur investissement quand tout va bien, contrairement au reste de la société qui en paie le prix quand tout va mal. J'appelle cela le capitalisme à contre-courant, le contraire du vrai capitalisme. Malheureusement, c'est ce que l'on a aujourd'hui. Les banques les plus célèbres financent des campagnes politiques et influencent par un puissant lobbying. Elles assimilent ces contributions à des investissements politiques. Et le retour est à la hauteur. Tout cela est le résultat de 4 décennies de libéralisme : Beaucoup de promesses – Des baisses de taxes pour les plus riches. On a promis que cela améliorerait le quotidien des gens. Mais rien ne s'est produit. Dans ces conditions, c'est compréhensible que le citoyen ordinaire soit aussi en colère. Les banques qui ont provoqué la crise de 2008 ont reçu tout l'argent possible alors que des gens ont perdu leurs maisons et/ou leur travail. L'argent est allé vers les banques. Pour les citoyens, le système est truqué, déloyal. Malheureusement, les américains en ont tiré une mauvaise conclusion en supportant des démagogues comme D.TRUMP et croire qu'ils vont être la solution au problème. C'est une grosse erreur ».

Le 28/10/2019 lors de son départ de la Banque Centrale Européenne (BCE), les éloges ont été multipliés à l'égard de Mario DRAGHI à la tête de la BCE pendant 8 ans. S'il a été considéré comme le sauveur de l'€ lors de la dernière crise financière de 2008, il n'a pas été rappelé que la BCE a injecté plus de 4000 Md€ à des Etats, des banques et des entreprises mal en point. On a fait marcher la planche à billets sans jamais relancer la croissance.

Ph. DESSERTINE : « Les Français ont omis que nous sommes en permanence sous perfusion depuis que l'€ a été créé. Nous pensons que le financement extérieur ne s'arrêtera jamais et c'est donc un problème pour personne. Quand vous êtes en déficit public et commercial avec un chômage élevé, logiquement c'est une énorme dévaluation de la monnaie. La crise arrive par là. Avec l'€, vous avez une mutualisation. En plus, les autres pays ont été vertueux à notre place ».

Malgré les avertissements, la France entend continuer à jouer sa propre partition. En témoigne cette déclaration d'E.MACRON, le 07/11/2019, au magazine The ECONOMIST où notre Président fustige la règle des 3% : « *Nous avons besoin de plus d'investissements. Le débat autour du 3% dans les budgets nationaux est un débat d'un autre siècle* ». Comme si la France pouvait s'affranchir de toute limite.

Le 19/11/2019, les députés ont voté en 1^{ère} lecture le budget 2020 : Déficit annoncé = 93 Md€. Et ce n'est qu'une prévision optimiste.

→ Et si la dette publique n'était qu'un mirage à jamais rembourser ?

N. BOUZOU : « L'Etat est éternel à la différence d'une personne physique. Il peut s'endetter en permanence en remboursant sa vieille dette avec de la nouvelle dette ».

D. MIGAUD : « C'est jamais le bon moment. Il y a toujours une crise sociale qui arrive. Ça se paiera un jour ou l'autre ».

E. BALLADUR : « Si l'Etat est éternel, il n'a pas pour l'éternité le moyen de recourir à des prêteurs. A la fin, il faut bien payer, sinon il faut faire faillite ou banqueroute ».

G. DARMANIN : « Ceux qui disent que nous ne rembourserions jamais notre dette sont des bonimenteurs ».

A ce jour, la dette mondiale des Etats, des entreprises et des particuliers avoisine les 200.000 Md€. Sommes-nous à la veille d'une nouvelle crise ? La planète Finance retient son souffle.

Edouard BALLADUR, ancien 1^{er} ministre (1993-1995), ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation (1986-1988).

Eric WOERTH, Président Commission des Finances de l'Assemblée Nationale – Ministre du Budget et des Comptes Publics (2007-2010).

François ECALLE, économiste FIPECO, ancien rapporteur général de la Cour des Comptes.

Gérald DARMANIN, ministre des Comptes Publics.

Bruno LE MAIRE, ministre de l'Economie et des Finances.

Mathieu PLANE, économiste OFCE, observateur français des conjonctures économiques.

Michel SAPIN, ministre de l'Economie et des Finances (2014-2017) – Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'ETAT (2000-2002).

Nicolas BOUZOU, économiste, essayiste et éditorialiste français.

Philippe DESSERTINE, Professeur, Directeur de l’Institut de Haute Finance (IHFI).

Jean-Claude TRICHET, ancien président de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Olivier BLANCHARD, ancien économiste au FMI.

Didier MIGAUD, 1^{er} président de la Cour des Comptes

Nathalie GOULET, parlementaire, sénatrice de l’Orne.

Bernard BIGOT : directeur général du projet international HEATER.

Georges UGEUX, ancien président de la Bourse de New York.

Anthony REQUIN, directeur général de l’agence France Trésor.

Jean.paul.cocqueel@numericable.fr